

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2462)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CS585

présenté par

Mme Loir, Mme Hamelet, M. de Lépinau, M. Odoul, Mme Dogor-Such, Mme Pollet et M. Bentz

ARTICLE 8

À l'alinéa 10, substituer au mot :

« deux »

le mot :

« quinze ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'euthanasie et le suicide assisté ne devraient être mis en place que de manière exceptionnelle, et surtout à l'issue d'une réflexion qui s'inscrit dans la durée. Une obligation minimale de deux jours de délai de réflexion à compter de la notification de la décision semble bien trop courte. Cet amendement a pour objectif de porter ce délai à quinze jours.